

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

Commune de RUFFEY-SUR-SEILLE

**Dossier n° DP 039 471 19 C0008**

date de dépôt : **18/03/2019**

demandeur : **Monsieur BUCLET Valery**

pour : **Remplacement d'une ancienne clôture par une clôture de panneaux de grillage rigide gris anthracite 7016 avec soubassement de 25 cm, d'une hauteur totale maximale de 1.93 mètres**

adresse terrain : **775 BARD, à RUFFEY-SUR-SEILLE (39140)**

référence cadastrale : **YD 102**

### **ARRÊTÉ**

#### **de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de RUFFEY-SUR-SEILLE**

**Le Maire de RUFFEY-SUR-SEILLE,**

Vu la déclaration préalable présentée le 18 mars 2019 par Monsieur BUCLET Valery, demeurant 775 Bard, à RUFFEY-SUR-SEILLE (39140) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour remplacement d'une ancienne clôture par une clôture de panneaux de grillage rigide gris anthracite 7016 avec soubassement de 25 cm, d'une hauteur totale maximale de 1.93 mètres ;
- sur un terrain situé 775 BARD, à RUFFEY-SUR-SEILLE (39140), YD 102 ;
- sans surface de plancher créée ;

Vu l'avis de dépôt affiché en mairie le 18 mars 2019,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de RUFFEY-SUR-SEILLE approuvé en date du 13 mai 2016 – **zone UB** ;

### **ARRÊTE**

#### **Article Unique**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à RUFFEY-SUR-SEILLE, le 28 mars 2019  
Le Maire,

Evelyne PETIT



**NB :** La commune est située en **zone 3 dite de sismicité modérée**, selon le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français. En conséquence, tout projet de construction devra respecter les règles de construction parasismiques définies par l'arrêté du 22 octobre 2010.

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité de la déclaration préalable :** Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.